



# **Programmes agricoles des candidats à l'élection présidentielle 2017**

Service Communication & Affaires publiques

# Nathalie Arthaud

## Lutte ouvrière



### Vision de l'agriculture

Défense d'un modèle agricole qui fasse vivre les agriculteurs et respectueux de l'environnement, en sortant l'agriculture du capitalisme.

### Economie/filières

Sortir du capitalisme qui organise la production, le cours des prix en expropriant les groupes capitalistes et les banques et en supprimant les lobbys de l'agrobusiness.

Critique du rôle de "façonnier" des agriculteurs, qui "reçoivent les semences, les engrais et les antibiotiques d'autres acteurs et n'ont pour seule mission que de livrer leur production à la qualité requise par leurs donneurs d'ordres."

### Installation/Formation

Pas de proposition.

### Fiscal/social/ foncier

Mettre en commun les moyens de production par la révolution des travailleurs.

### Environnement/ recherche

Préserver les ressources naturelles et la biodiversité.  
Poursuivre la recherche agronomique, notamment concernant l'impact des phyto sur les abeilles.

### Europe / PAC / International

Assurer l'unité de l'Union européenne.

# François Asselineau

## Union populaire républicaine



<b>Vision de l'agriculture</b>	Défend un modèle d'agriculture familiale afin d'assurer l'autosuffisance nationale, refuse la course à la productivité et souhaite sortir la France de l'Union européenne et donc de la PAC.
<b>Economie/ filières</b>	<p><b>Mettre en place une politique nationale agricole pour élever le niveau de vie des agriculteurs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en place des aides nationales</li> <li>- assurer un prix minimum de viabilité auprès de la grande distribution</li> <li>- créer des taxes à l'importation pour les produits ne comportant pas les mêmes normes que les produits français</li> <li>- réguler les spéculations sur les produits alimentaires à destination des hommes et des animaux</li> </ul> <p><b>Réorienter la politique agricole vers des objectifs qualitatifs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- favoriser les produits de qualité et les circuits courts</li> <li>- créer des systèmes de distribution par Internet</li> <li>- assurer un prix raisonnable pour les consommateurs : l'alimentation ne dépassera pas 15% du budget global des ménages.</li> <li>- sensibiliser les consommateurs à l'alimentation et aux produits "cabossés" pour lutter contre le gaspillage alimentaire.</li> </ul> <p>Améliorer le bien-être animal : intégrer dans la loi la question des souffrances animales.</p>
<b>Installation</b>	Favoriser l'installation des jeunes pour atteindre l'objectif de 600 000 agriculteurs en France à la fin du quinquennat. Créer une structure dédiée à l'agriculture au sein de pôle emploi. Assurer l'indépendance des formations agricoles vis-à-vis- des lobbys industriels. Placer l'enseignement agricole sous la double tutelle des ministères de l'Agriculture et de l'Education nationale.
<b>Fiscal/social/ foncier</b>	Eviter le rachat de foncier par les étrangers. Créer un fonds de calamités agricoles. Lutter contre l'étalement urbain en donnant à l'Etat le plein contrôle des plans d'occupation des sols.
<b>Environnement/ recherche</b>	Valoriser une agriculture raisonnée. Mettre en oeuvre le principe de précaution dès qu'un doute existe. Accroître la biodiversité avec de nouvelles techniques plus respectueuses comme la permaculture. Interdire les OGM y compris dans la nourriture animale. Libérer le commerce des semences anciennes et interdire le brevetage de nouvelles semences. Favoriser la recherche via l'INRA, notamment sur l'hybridation.
<b>Europe / PAC / International</b>	Sortir de l'Europe de la même façon que les Britanniques. Remplacer la PAC par la Politique Nationale Agricole (PNA) et maintenir au minimum le niveau des aides existantes. Négocier avec l'OMS et la FAO pour refuser certaines normes. Soutenir les ONG qui luttent contre la faim dans le monde.

# Jacques Cheminade

## Solidarité et progrès



<b>Vision de l'agriculture</b>	<p>Ne pas opposer les modèles car ils sont complémentaires, mais favorable aux agrandissements. Il faut faire sortir l'agriculture des "manipulations financières".</p>
<b>Economie/ filières</b>	<p><b>Assurer un revenu aux agriculteurs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 10 milliards d'euros d'aides pour les agriculteurs : modernisation des exploitations, fusions des exploitations pour les agriculteurs volontaires</li> <li>- stopper l'oligopole des 4 centrales d'achat européennes</li> <li>- rétablir des prix planchers garantis, correspondant à ce qui est nécessaire à une exploitation pour vivre, rembourser ses emprunts et investir</li> <li>- interdire aux banques de proposer à leurs clients des placements spéculant sur le prix des matières premières agricoles</li> </ul> <p>Réserver une partie de la commande publique aux producteurs locaux. Faire de l'accès au numérique un service public.</p>
<b>Installation</b>	<p>Valorisation des maisons familiales rurales (MFR). Création d'une banque nationale qui prêtera aux jeunes en fonction de leur projet. Création d'incubateur pour former les jeunes en lien avec les MFR. Réduire à 0 le coût de la transmission si l'exploitation maintient une activité pendant 10 ans.</p>
<b>Fiscal/social/ foncier</b>	<p>Multiplier les circuits courts afin d'éviter les spéculations foncières. Organiser un moratoire et une restructuration de la dette des agriculteurs suivant la région, le secteur de production et le parcours individuel. Permettre de constituer des épargnes défiscalisées à utiliser en cas de crise. Mise en place de la TVA sociale en supprimant les cotisations maladie et famille. Création d'un statut de l'agriculteur professionnel.</p>
<b>Environnement / recherche</b>	<p>Stopper l'accumulation de normes et réglementations « écologiques » ou « climatiques » Favoriser les innovations et le numérique, la robotique pour réduire la pénibilité du travail et l'utilisation des phyto, favoriser les drones, favoriser les NBT. Renforcer le soutien à l'INRA pour la recherche sur les micro-organismes et construire l'agriculture du futur. Faciliter l'irrigation.</p>
<b>Europe / PAC / International</b>	<p>Mettre en place une PAC d'Etats-nations : mécanismes d'assurances sur les prix et les quantités. Négocier avec les pays des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) la mise en œuvre d'un « nouvel ordre économique mondial ». Dans ce cadre, lever les sanctions contre la Russie en exigeant en contrepartie d'importants achats de viande et de produits laitiers. Mettre fin aux négociations sur les traités de libre-échange (CETA, TAFTA).</p>

# Nicolas Dupont-Aignan

## Debout la France



<b>Vision de l'agriculture</b>	<p>Ne souhaite pas opposer les modèles.</p>
<b>Economie/ filières</b>	<p><b>Agir sur les prix :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- instaurer des tunnels de prix garantis « minimum-maximum » pour les céréales, le lait, les viandes, avec régulation adaptée des productions et des marchés</li> <li>- revoir les relations avec la grande distribution en faisant exercer un contrôle par l'Etat et des mesures coercitives</li> <li>- valoriser les circuits courts et de qualité pour assurer des marges.</li> </ul> <p>Mettre en place un fonds de modernisation de 10 milliards d'euros, notamment pour l'agriculture.</p> <p><b>Orienter la consommation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rendre obligatoire l'étiquetage d'origine des produits agricoles</li> <li>- créer un label « Fait en France », développer les labels régionaux</li> <li>- inciter les collectivités, notamment les cantines scolaires, à s'approvisionner en France (minimum à 75%) et localement, notamment en produits bio.</li> </ul> <p><b>Favoriser le bien-être animal :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- imposer aux abattoirs des cahiers des charges renforcés pour stopper la maltraitance animale, interdire l'abattage sans étourdissement</li> <li>- encourager l'élevage de qualité et créer un label "Bien-être animal"</li> <li>- garantir le financement des associations de protection des animaux</li> <li>- mettre fin aux subventions des activités contraires à la dignité animale</li> <li>- interdire la consommation de viande de cheval.</li> </ul>
<b>Installation</b>	<p>Poursuivre les incitations fiscales et mesures déjà existantes.</p>
<b>Fiscal/social/ foncier</b>	<p>Interdire l'achat de terres par des ressortissants étrangers.  Alléger la fiscalité sur les terres non-bâties.  Augmenter la taxe sur les surfaces commerciales pour éviter l'extension des zones commerciales.</p> <p>Supprimer les cotisations sociales agricoles et les remplacer par une taxe sur la grande distribution.  Restructurer la dette des agriculteurs surendettés en créant un fonds pour lequel l'Etat serait prêteur en dernier ressort ; inciter les banques à financer les projets des agriculteurs.  Transférer le CICE sur les charges sociales, diviser par deux de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises qui produisent en France.  Valider de façon plus souple les trimestres de cotisation vieillesse pour les femmes d'agriculteurs et choisir les 25 meilleures années pour le calcul de la retraite.</p>

<p><b>Environnement / recherche</b></p>	<p>Mettre fin à l'accumulation des normes et des réglementations environnementales.  Mettre fin à l'importation de "produits dangereux" qui ne respectent pas nos réglementations.  Soutenir le développement de la méthanisation sur les exploitations.  Favoriser le stockage de l'eau.  Interdire les OGM mais permettre la recherche sur ce sujet, le principe de précaution doit être encadré.  Renforcer la recherche afin de dépasser le seuil des 3% du PIB dès 2019.  Supprimer les conseils régionaux et reprise en main des services publics par l'Etat (haut débit, etc.)</p>
<p><b>Europe / PAC / International</b></p>	<p>Renégocier la PAC : instaurer la préférence communautaire, les prix garantis et les quotas.  En cas d'échec de cette renégociation, sortir de la PAC et mettre en place une politique agricole nationale.</p> <p>N'autoriser des importations que sur les produits où la production européenne est déficitaire, inciter les agriculteurs à produire des protéines végétales et notamment des protéagineux.  Taxer les importations de produits ne respectant pas les mêmes normes qu'en France.  Mettre en œuvre le projet de l'<i>European Milk Board</i> de programme de responsabilisation face au marché pour le secteur laitier européen.</p> <p>Instaurer une exception agricole à l'OMC, refuser les traités transatlantiques (Ceta, Tafta).</p>

# François Fillon

## Les Républicains



<b>Vision de l'agriculture</b>	Ne souhaite pas opposer les modèles, il faut répondre à toutes les demandes. Souhaite une agriculture forte et conquérante à l'export.
<b>Economie/ filières</b>	<p><b>Encourager l'organisation économique :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Donner toute liberté aux agriculteurs de se regrouper en organisations de producteurs de taille significative, avec des démarches simples, pour mieux défendre leurs marges.</li> <li>- Encadrer par la loi la négociation des contrats, pour que la négociation entre les producteurs et les industriels rééquilibre la négociation entre les industriels et les distributeurs.</li> </ul> <p><b>Améliorer la compétitivité hors prix :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réglementer les produits d'appel par l'intégration au "prix coûtant" des coûts liés au marketing et à la logistique, faisant apposer sur l'emballage de tous les produits alimentaires la mention claire de leur provenance et de leur lieu de transformation et en affichant sur l'étiquette des produits frais vendus en grande distribution le prix d'achat au producteur agricole.</li> </ul> <p><b>Soutenir les circuits directs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un crédit d'impôt et des prêts d'honneur «circuits directs agricoles» sans intérêts ni garantie. Les produits vendus en circuit direct pourront être vendus contre la remise de «chèques déjeuners ».</li> </ul>
<b>Installation/ Formation</b>	Instaurer un sursis d'imposition lors de la transmission de la PME aux descendants (donc dans le cadre familial uniquement).
<b>Fiscal/social/ foncier</b>	<p>Simplifier le droit des entreprises agricoles pour laisser les agriculteurs choisir librement la forme juridique de leur entreprise.</p> <p>Réduire les charges des entreprises agricoles (financé par une augmentation de 2% de la TVA).</p> <p>Faire de la déduction pour aléa un « compte épargne aléa climatiques et économiques» alimenté librement pendant les années de bonne récolte, utilisable en cas de pertes d'exploitation, simple d'emploi. Lorsque l'agriculteur l'alimente, le montant est comptabilisé en charge et lorsqu'il le débloque, le montant est comptabilisé en produit. L'objectif est que ce compte épargne représente, à terme, une année de récolte.</p> <p>Transférer la couverture du risque climatique et les fonds qui permettent de la financer à un fonds de mutualisation géré par les agriculteurs.</p> <p>Supprimer le compte pénibilité.</p>
<b>Environnement / recherche</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Supprimer de la Constitution le principe de précaution et rouvrir la recherche dans les domaines comme la génétique, la fertilité des sols, le 3.0.</li> <li>- Mettre en place un plan de relance et de financement des retenues d'eau.</li> <li>- Abroger par ordonnance toutes les normes ajoutées aux textes européens.</li> <li>- Rendre obligatoire l'évaluation de toute décision publique en matière de politique sanitaire et environnementale.</li> <li>- Faire de chaque agriculteur un "paysan-chercheur" en profitant du "crédit impôt recherche" notamment sur les pratiques agricoles.</li> </ul>
<b>Europe / PAC / International</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fonder une PAC 2020 sur la gestion des risques et sur le soutien à l'investissement : instaurer des outils assurantiels couvrant les risques de marché et les risques sanitaires et climatiques, instaurer des dispositifs de soutien des marges et de gestion des crises en cas de forte volatilité des prix.</li> <li>- Fixer au prochain ministre de l'Agriculture comme priorité une participation active à la conception de la PAC.- Appliquer systématiquement la préférence communautaire pour que l'Europe défende les agriculteurs européens.</li> <li>- Réformer le droit de la concurrence.</li> <li>- Maintenir le budget actuel de la PAC.</li> </ul>

# Benoît Hamon

## Parti socialiste



<b>Vision de l'agriculture</b>	Défense d'un modèle agricole de type familial, qui tende vers le bio et les circuits courts et permettre notre indépendance alimentaire.
<b>Economie / filières</b>	<p><b>Renforcer la position des agriculteurs dans la chaîne alimentaire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- inciter au regroupement en OP et interprofessions</li> <li>- favoriser l'agriculture de groupe et redonner leur place aux agriculteurs dans la coopération</li> <li>- adapter les règles du droit de la concurrence aux spécificités de l'agriculture et garantir la liberté de négociation des OP</li> <li>- favoriser une politique contractuelle équilibrée, en incluant tous les acteurs notamment les coopératives</li> <li>- rétablir le coefficient multiplicateur afin de rééquilibrer la répartition de la valeur ajoutée en faveur des agriculteurs</li> <li>- intensifier la lutte contre les fraudes dans le domaine alimentaire.</li> </ul> <p><b>Mettre en place d'un plan d'alimentation et de santé publique et valoriser la création de valeur ajoutée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- développer l'information et l'éducation du consommateur (promouvoir la diversité des produits, l'étiquetage, etc.)</li> <li>- lutter contre le gaspillage alimentaire et accompagner le recyclage des déchets organiques</li> <li>- développer les circuits courts et locaux avec 30% de produits locaux dans les marchés publics dans les 5 ans, dont 50% de bio</li> <li>- diffuser des bons d'achat pour les personnes à faible revenu, TVA réduite sur les produits bio</li> <li>- valoriser les productions non alimentaires et étendre les productions de service : tourisme vert, services environnementaux, etc.</li> </ul> <p><b>Bien-être animal :</b> poursuivre la recherche, renforcer les contrôles, de la formation du personnel des abattoirs et des sanctions, mettre en place à titre expérimental des abattoirs mobiles.</p>
<b>Installation/ formation</b>	Majorer les aides aux jeunes agriculteurs qui s'installent en bio. Exonérer de l'impôt sur le revenu agricole et de la TFNB et dégrever les cotisations sociales dans les 5 premières années. Inciter les Safer à préempter et rétrocéder des terres à des jeunes agriculteurs, encourager les installations progressives. Préserver le rôle essentiel de l'enseignement agricole, améliorer la formation continue (notamment dans les technologies).
<b>Fiscal/social/ foncier</b>	Lisser le poids de la fiscalité en permettant de reporter les déficits sur les années futures, comme pour les autres entreprises. Mettre en place un Conservatoire des terres agricoles qui favorisera l'accès au foncier des paysans. Lutter contre l'accaparement du foncier par un détournement du droit des sociétés et l'abus du travail à façon. Revoir l'âge et le niveau des retraites agricoles en fonction de la pénibilité, revaloriser les pensions agricoles les plus faibles et garantir une retraite complète à 1200 euros pour tous nouveaux retraités d'ici 2020.
<b>Environnement / recherche</b>	<p><b>Accompagner les agriculteurs dans la transition vers le bio :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soutenir le développement des filières bio et de proximité, harmoniser les normes au sein de l'Union européenne</li> <li>- créer un fond national de compensation pour dédommagement pour les producteurs victimes de contamination, accroître la recherche sur les cultures économes en phyto.</li> </ul> <p><b>Sanctuariser le principe de précaution :</b> interdire les produits potentiellement dangereux pour la santé et l'environnement : maintenir l'interdiction des OGM, supprimer les perturbateurs endocriniens, interdire la brevetabilité du vivant.</p>



	<p><b>Renforcer la recherche :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour remplacer progressivement les phyto : renforcer l'évaluation des produits mis sur le marché par une instance indépendante, modifier les missions de l'Anses et de l'Efsa, demander plus de transparence dans les procédures d'autorisation des OGM.</li> <li>- pour répondre au défi du changement climatique, améliorer la gestion et le stockage de l'eau, promouvoir le développement des énergies renouvelables et la protection des sols.</li> </ul> <p>Interdire l'utilisation des antibiotiques à titre préventif dans l'élevage</p> <p>Assurer notre indépendance alimentaire : remettre en cause le monopole de l'agro-industrie dans le domaine des semences et des plantes, mettre en place un plan stratégique européen d'indépendance en protéines végétales.</p>
<p><b>Europe / PAC / International</b></p>	<p><b>Réformer la PAC pour lutter contre la volatilité des prix et redéployer les aides :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en place des aides contracycliques et des mécanismes assurantiels ciblés, généraliser les outils de maîtrise des volumes</li> <li>- prendre en compte le critère du nombre d'actifs dans la répartition des aides de la PAC, plafonner les aides à 150 000 euros/UTH, assurer une dégressivité des aides à partir de 50 000 euros/UTH, étendre les aides couplées aux filières en difficulté, encourager les groupements fonciers agricoles et les fonds d'investissement solidaires.</li> </ul> <p><b>Refonder notre politique commerciale :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- créer un observatoire européen des flux, des prix et des marges assurant le suivi, la transparence et la gestion des marchés agricoles</li> <li>- établir un cadre législatif européen permettant de s'attaquer aux pratiques commerciales déloyales</li> <li>- garantir une préférence communautaire par le rétablissement de droits de douane agricoles</li> <li>- interdire les importations de produits qui ne respectent pas les mêmes règles sanitaires, sociales et environnementales</li> <li>- refuser les accords de libre-échange tels que Ceta, Tafta, Mercosur</li> <li>- créer une exception agri-culturelle dans le commerce mondial et sortir l'agriculture de l'OMC</li> <li>- créer une organisation mondiale de l'alimentation (OMA) pour garantir la souveraineté alimentaire et la représentation des agriculteurs et des consommateurs.</li> </ul>

# Jean LASSALLE

## Résistons



<b>Vision de l'agriculture</b>	Souhaite redonner leur autonomie aux agriculteurs et favoriser le retour à la terre, en particulier dans le cadre de la famille, et la proximité des citoyens avec la nature et le vivant.
<b>Economie/filières</b>	<p><b>Mettre en place le projet "Campagnes de France, cause nationale" :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- construire les solutions notamment économiques avec les agriculteurs : remettre les femmes et les hommes qui font l'agriculture au coeur du projet agricole.</li> <li>- pour assurer des prix rémunérateurs, appuyer les agriculteurs dans les négociations avec les industriels et les distributeurs. En cas d'échec, rétablir des prix garantis par l'Etat.</li> <li>- sensibiliser les élèves au vivant : instaurer une visite mensuelle obligatoire dans une exploitation agricole.</li> <li>- travailler avec les médias pour donner une image plus positive de l'agriculture.</li> </ul>
<b>Installation</b>	Engager une réflexion sur la transmission des entreprises pour encourager les jeunes à revenir à la terre. Favoriser le retour de la famille en apportant un salaire à celui qui accompagne le paysan qui souhaite revenir sur l'exploitation familiale.
<b>Fiscal/social/foncier</b>	Alléger les contraintes qui pèsent sur les exploitations notamment les charges.
<b>Environnement/recherche</b>	Laisser les contraintes à ceux qui les veulent. Favoriser une administration qui accompagne les agriculteurs pour les aider à développer des projets, contre une administration qui sanctionne. Favoriser le stockage de l'eau. Eradiquer le loup et les prédateurs, non compatibles avec le pastoralisme.
<b>Europe / PAC / International</b>	Retrouver un espace politique et financier au sein de l'Europe (pas de Frexit) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- travailler par groupes de partenariats selon les productions et uniquement avec les chefs d'Etat qui le voudront bien. En cas d'échec, mettre un terme à la mise en concurrence avec ces pays.</li> <li>- sauvegarder ce qui fonctionne bien au sein de l'UE : l'agriculture et la paix.</li> </ul> <p>Appuyer le développement de l'agriculture en Afrique, notamment au Maghreb.</p>

# Marine Le Pen

## Front national



<b>Vision de l'agriculture</b>	<p>Ne pas opposer les modèles car ils sont complémentaires. L'agriculture doit permettre la sécurité alimentaire des Français.</p>
<b>Economie/ Filières</b>	<p><b>Mettre en place une politique agricole française :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- franciser les aides PAC (9 milliards d'euros) et donner la possibilité à chaque filière de choisir la façon dont elle souhaite être soutenue</li> <li>- fixer des prix minimum garantis par produit</li> <li>- mettre en place le patriotisme alimentaire dans la commande publique (Etat et collectivités).</li> <li>- réorganiser les filières pour développer les circuits courts et protéger les appellations.</li> <li>- appuyer les agriculteurs dans les négociations commerciales : encadrer les marges et les promotions des distributeurs.</li> <li>- imposer la traçabilité totale de l'origine géographique et du lieu de transformation sur l'étiquette des produits.</li> </ul> <p>Favoriser le bien-être animal sans remettre en cause le statut de l'animal. Rénover les abattoirs et favoriser l'électronarcose.</p>
<b>Installation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place des défiscalisations pour les jeunes agriculteurs dans les premières années d'installation.</li> <li>- Suppression des droits de succession pour favoriser la transmission, à condition du maintien de l'activité agricole sur l'exploitation.</li> </ul>
<b>Fiscal/social/ foncier</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Supprimer la MSA et l'intégrer au régime général.</li> <li>- Transformer le CICE en baisse des charges de 50 milliards d'euros pour les TPE et PME et simplifier les démarches administratives et les contrôles.</li> <li>- Défisicaliser les heures supplémentaires.</li> <li>- Mettre en place une retraite minimum de 1 000 euros/mois et une prime de pouvoir d'achat de 1 000 euros/mois pour les retraités et salariés qui touchent moins de 1 500 euros/mois.</li> <li>- Supprimer le compte pénibilité.</li> </ul>
<b>Environnement/ recherche</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stopper l'accumulation de normes et réglementations.</li> <li>- Favoriser une agriculture durable, plus respectueuse de l'environnement.</li> <li>- Augmenter de 30% la recherche publique, notamment pour développer l'agro-écologie. Appliquer le principe de précaution en interdisant les OGM et en refusant les essais en plein champ, ne les autoriser qu'en milieu fermé.</li> </ul>
<b>Europe / PAC / International</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sortir la France de l'Union européenne et mettre en place une Politique agricole française (PAF).</li> <li>- Refuser les traits de libre-échange (Ceta, Tafta).</li> <li>- Interdire l'importation des produits agricoles et alimentaires qui ne respectent pas les normes de production françaises en matière de sécurité sanitaire, de bien-être animal et d'environnement.</li> <li>- Promouvoir les exportations agricoles, notamment en soutenant les labels de qualité.</li> </ul>

# Emmanuel Macron En marche !



<b>Vision de l'agriculture</b>	Ne souhaite pas opposer les modèles, il faut répondre à toutes les demandes.
<b>Economie /filiales</b>	<p><b>Investir et mieux répartir la valeur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un plan de transformation agricole de 5 milliards d'euros sur 5 ans pour accompagner la modernisation des exploitations.</li> <li>- Organiser un Grenelle de l'alimentation avec les représentants des agriculteurs, des filières, des industries de transformation, de la distribution et des consommateurs, afin de définir un partage équilibré de la valeur.</li> <li>- En cas d'échec ou si les dispositions de la loi Sapin 2 sont jugées insuffisantes, ré ouvrir la LME de 2008.</li> <li>- Encourager le développement des organisations de producteurs et renforcer leur capacité de négociation.</li> <li>- Faire appliquer le principe de dérogation au droit de la concurrence pour le secteur agricole.</li> </ul> <p>Encourager les projets alimentaires territoriaux (PAT) pour rapprocher les producteurs, les transformateurs, les distributeurs, les collectivités territoriales et atteindre 50% de produits biologiques, écologiques ou locaux dans l'ensemble de la restauration collective en 2022.</p>
<b>Installation/ Formation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En plus de la DJA, création d'un prêt d'honneur sans demande de garantie d'un montant de 50 000 euros maximum avec un différé de 2 ans.</li> <li>- Adapter la formation agricole et faciliter la formation professionnelle tout au long de la vie.</li> </ul>
<b>Fiscal/social/ foncier</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diminuer le coût du travail par la transformation du CICE en allègement de charges (1800 euros de charges annuelles en moins pour un salarié au SMIC).</li> <li>- Ouverture du droit au chômage pour les agriculteurs.</li> <li>- Renforcer la transparence des transactions en soumettant toutes les sociétés foncières au contrôle des SAFER.</li> <li>- Faciliter le recours à des outils de portage : le crédit-bail immobilier, la location-vente progressive, prêt viager hypothécaire, etc.</li> </ul>
<b>Environnement/ recherche</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un PSE « paiement pour service environnementaux » de 200 millions d'euros par an pour sortir de l'écologie punitive et permettre de rémunérer les services rendus par les agriculteurs.</li> <li>- Positionner l'administration en acteur de conseil et non de sanction</li> <li>- Séparer les activités de conseil aux agriculteurs et de vente des pesticides qui peuvent susciter des conflits d'intérêt.</li> <li>- Encourager les projets de production d'énergie comme la méthanisation en maintenant des aides, en engageant une simplification administrative et en accélérant le raccordement au réseau électrique des unités.</li> <li>- Soutenir l'innovation et la recherche : fin des zones blanches (sans réseau), développement du numérique et de l'agriculture de précision, mise en place d'un portail des données agricoles pour stimuler une innovation décentralisée, ouverte, collaborative.</li> </ul>
<b>Europe / PAC / International</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préserver le budget de la PAC.</li> <li>- Lutter contre la volatilité des prix par la mise en place d'outils de régulation adaptés à chaque filière.</li> <li>- Avoir les mêmes règles du jeu entre Etats membres pour être compétitifs : favoriser la convergence sociale et fiscale au niveau européen.</li> <li>- Proposer des outils de gestion des risques efficaces et adaptés (ex. assurance climatique) et volontaires.</li> </ul>

# Jean-Luc Mélenchon

## Solidarité et progrès

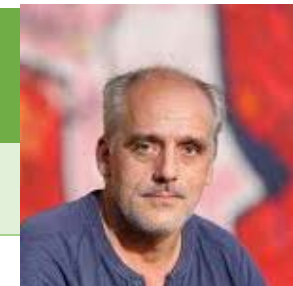


<b>Vision de l'agriculture</b>	<p>Souhaite une conversion progressive vers une agriculture paysanne et bio, qui puisse à terme vivre sans les subventions publiques et créer 300 000 emplois dans les 10 prochaines années.</p>
<b>Economie/ filières</b>	<p><b>Assurer des prix rémunérateurs et favoriser les négociations commerciales :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en place, pour certains produits, des prix minimum pour les producteurs</li> <li>- instaurer des « coefficients multiplicateurs » maximum, en concertation avec les interprofessions, pour garantir une juste rémunération des producteurs. Le coefficient multiplicateur encadrerait le rapport entre le prix de vente au consommateur et le prix d'achat au producteur, pour limiter les marges des intermédiaires</li> <li>- permettre aux organisations de producteurs de négocier collectivement les contrats avec l'aval.</li> </ul> <p><b>Favoriser le bio et les circuits courts :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- approvisionner la restauration collective publique en 100% bio à horizon 5 ans.</li> <li>- créer un réseau de coopératives de consommateurs en circuit court et plans de développement des coopératives de producteurs.</li> <li>- mettre en place d'un « pôle bancaire public » pour financer les priorités nationales en matière d'agriculture</li> <li>- relocaliser la production au plus près des lieux de consommation en développant les circuits courts (en particulier fruits et légumes).</li> </ul> <p>Redéfinir les normes d'élevage pour mieux respecter le bien-être animal, notamment par sur les conditions d'abattage : limiter au maximum la souffrance animale et rendre possible l'abattage à la ferme.</p> <p>Application intégrale des règles de rémunération du travail pour tous les salariés de l'agriculture et de l'agroalimentaire, pour lutter contre le dumping social via le détachement des travailleurs.</p>
<b>Installation</b>	<p>Déployer des dispositifs adaptés de transmission des exploitations agricoles permettant l'installation des jeunes, à des coûts abordables. Supprimer les « pas de porte » et obliger les propriétaires non-exploitants à mettre en location.</p>
<b>Fiscal/social/ foncier</b>	<p><b>Accès au foncier :</b> mise sous condition stricte d'une surface maximale par actif agricole lors des nouvelles autorisations d'exploiter, à l'occasion des projets d'installation, d'agrandissement par location, d'achat de terres ou de transferts de parts d'une société. Objectif : favoriser l'installation, la création de nouvelles exploitations, et la consolidation des plus petites. La surface maximale pourrait être de 80ha par actif pour les céréales.</p> <p><b>Maîtrise du foncier :</b> créer des « Etablissements publics fonciers ruraux » (EPFR), qui reprendraient les missions des SAFER pour stopper la hausse du prix foncier agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- politique de préemption avec révision de prix, pour faciliter l'installation et renforcer les petites exploitations.</li> <li>- accroître la capacité et la durée de stockage du foncier par les EPFR, pour favoriser les opérations de locations-ventes.</li> <li>- lutter contre la réduction des terres agricoles, par le vote d'une loi inspirée de la loi « littoral »</li> <li>- interdire l'artificialisation et l'urbanisation des espaces agricoles et naturels. Exceptions possibles en cas de nécessité de construction d'infrastructures publiques, économiques ou de logements. Taxation des plus-values réalisées sur les terres agricoles artificialisées, au bénéfice des EPFR.</li> </ul> <p>Autres aspects sociaux : revaloriser les retraites agricoles au niveau du SMIC, préserver les services publics en milieu rural.</p>

<p><b>Environnement / recherche</b></p>	<p><b>Assurer la transition vers une agriculture biologique :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en place une loi planifiant la transition écologique de l'agriculture avec un calendrier à 10 ans, avec des points d'étape à atteindre</li> <li>- stopper les projets de fermes usine</li> <li>- limiter les incitations à produire des agrocarburants</li> <li>- interdire les pesticides les plus dangereux pour la santé et l'environnement, dont néonic, les herbicides à base de glyphosate, les OGM</li> <li>- soutenir financièrement la transition, pour les exploitations s'engageant dans le bio, le mix agriculture/élevage, l'agroforesterie, la réintroduction des haies, la réduction des intrants, etc.</li> <li>- diminuer progressivement les intrants chimiques autorisés, par augmentation de leur taxation, et taxation sur l'eau d'irrigation</li> </ul> <p>Mise en place de plans biodiversité territoriaux</p> <p><b>Renforcer la recherche publique et la formation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- financement à 100% public de l'INRA et des autres instituts de recherche en matière agricole</li> <li>- défendre le principe de non brevetabilité du vivant.</li> <li>- redéfinir l'enseignement agricole en vue de promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement</li> <li>- mettre en place de groupes d'expérimentation associant agriculteurs et organismes de recherche.</li> </ul>
<p><b>Europe / PAC / International</b></p>	<p><b>Rénover la PAC pour sortir du libre échange et orienter les aides :</b> suppression du système actuel d'aide à l'hectare, et recentrage des subventions publiques sur les aides à l'investissement dans la transition écologique, la rémunération des exploitations en zones défavorisées (montagnes, zones sèches), le soutien à l'installation des nouveaux agriculteurs.</p> <p>Assurer une sécurité alimentaire mondiale, une protection de l'environnement et des paysans  Instaurer un « protectionnisme solidaire », par un refus des accords de libre échange et de l'ouverture des marchés des pays du Sud.</p> <p>Favoriser les importations issues du commerce équitable et taxer les importations de produits qui font une concurrence déloyale aux produits français.</p>

# Philippe POUTOU

## Nouveau parti anticapitaliste



<b>Vision de l'agriculture</b>	Défendre un modèle agricole familial et respectueux de l'environnement en sortant l'agriculture du capitalisme qui l'étouffe.
<b>Economie/ filières</b>	<p>Socialiser les groupes agroalimentaires, la grande distribution et les banques.</p> <p><b>Garantir les revenus et les prix aux agriculteurs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- instaurer un revenu garanti équivalent au SMIC pour chaque actif agricole, indépendamment des aléas de la production et des marchés</li> <li>- instaurer un "coefficient multiplicateur" : l'Etat fixe un taux à ne pas dépasser entre le prix d'achat au fournisseur et le prix de vente au consommateur, afin de réguler le prix payé au producteur et les marges.</li> </ul> <p><b>Relocaliser et orienter les productions et la consommation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- relocaliser les productions et la première transformation au plus près du lieu de consommation, recréer des ceintures maraîchères autour des villes</li> <li>- orienter l'ensemble des filières vers l'agriculture biologique</li> <li>- arrêter les élevages industriels, faire respecter le bien-être animal, réduire la consommation de viande.</li> </ul> <p>Développer le pluralisme agricole en supprimant le seuil de 10% de représentativité.</p>
<b>Installation</b>	Faciliter l'accès des jeunes au foncier en interdisant la spéculation foncière et en réformant les SAFER. Réduire la taille des exploitations pour augmenter le nombre d'agriculteurs.
<b>Fiscal/social/ foncier</b>	<p>Stopper l'artificialisation des terres agricoles.</p> <p>Effacer les dettes des agriculteurs, instaurer un moratoire et un audit pour les agriculteurs surendettés, effacer les intérêts et la dette en capital dans certains cas.</p> <p>Instaurer une retraite minimum à 1 200 euros/mois, faire prendre en charge par l'Etat les compléments de carrière pour les aidants familiaux et les conjoints qui n'ont pas pu cotiser pour avoir une retraite intégrale.</p>
<b>Environnement/ recherche /société</b>	<p><b>Développer une agriculture respectueuse de l'environnement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- faire cesser l'émission de gaz à effet de serre (engrais azotés, transport, chimie) et encourager la séquestration du carbone</li> <li>- interdire les cultures sous serres chauffées, réduire l'irrigation en grandes cultures</li> <li>- autoriser les semences paysannes et supprimer les brevets.</li> <li>- interdire les intrants chimiques : biocides et engrais.</li> <li>- interdire toutes les PGM, quelle que soit la méthode de modification des gènes.</li> <li>- redonner une place centrale aux arbres (agroforesterie, haies, bosquet)</li> </ul> <p>Rémunérer les services environnementaux rendus par les agriculteurs.</p> <p>Nationaliser intégralement la recherche en agriculture pour assurer son indépendance.</p>
<b>Europe / PAC / International</b>	Instaurer une rupture avec le libre-échange aux échelles européenne et internationale (pas de position spécifique sur la PAC). Sortir de l'OMC.